

PREFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement

ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

du 13 janvier 2003

**prescrivant à la Société DANZAS à STRASBOURG
la remise d'une étude de dangers**

**Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er}, et notamment son article L 511.1,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- VU** le décret n° 2002-680 du 30 avril 2002 portant modification du décret n° 53-578 du 20 mai 1953 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et précisant la liste des installations classées prises en application du Code de l'environnement,
- VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentent dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement modifié par l'arrêté ministériel du 2 mai 2002,
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 juin 1990 autorisant la Société DANZAS à STRASBOURG à exploiter un dépôt de produits agropharmaceutiques d'une capacité de 7056 tonnes,
- VU** le rapport du 8 novembre 2002 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace (DRIRE d'Alsace) chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 3 décembre 2002 ,

CONSIDÉRANT que l'établissement doit disposer à bref délai d'une étude répondant aux spécificités décrites dans l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 qui notamment couvre l'ensemble de ses installations et contient les dispositions organisationnelles visées par ledit arrêté ministériel,

CONSIDÉRANT la circulaire ministérielle du 10 mai 2000 prise pour l'application de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000,

CONSIDÉRANT que l'étude remise lors de la demande d'autorisation ne permet pas de disposer des éléments prescrits par l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 précité,

CONSIDERANT que dès lors il est nécessaire d'établir une nouvelle étude des dangers correspondant aux dispositions de la circulaire du 10 mai 2000, globale au site et rapportant pour toutes les installations dudit établissement les mesures d'ordre technique propres à réduire la probabilité et les effets des accidents majeurs ainsi que les mesures d'organisation et de gestion pertinentes pour la prévention de ces accidents et la réduction de leurs effets,

APRES communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral susvisé autorisant la Société DANZAS à exploiter un dépôt de produits agropharmaceutiques, est complété par les articles suivants.

Article 2 :

L'exploitant remettra avant le 31 mars 2003 une étude des dangers globale à son site industriel, conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 et de sa circulaire d'application.

Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté en énumérant les conditions et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de STRASBOURG et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 5 : Exécution – Ampliation

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le Maire de la Ville de STRASBOURG,
- le Directeur départemental de la sécurité publique,
- les inspecteurs des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

LE PRÉFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

